

Cote du document: EB 2010/101/R.34/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 14 e) iii)
Date: 15 décembre 2010
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don à la République du Soudan pour le

Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rasha Omar

Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2100
courriel: r.omar@ifad.org

Mohamed Abdelgadir

Administrateur de programme de pays
téléphone: +249 912 179803
courriel: m.abdelgadir@ifad.org

Transmission des documents:

Liam F. Chicca

Fonctionnaire responsable des
organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2462
courriel: l.chicca@ifad.org

Conseil d'administration — Cent unième session
Rome, 14-16 décembre 2010

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

Sigles et acronymes

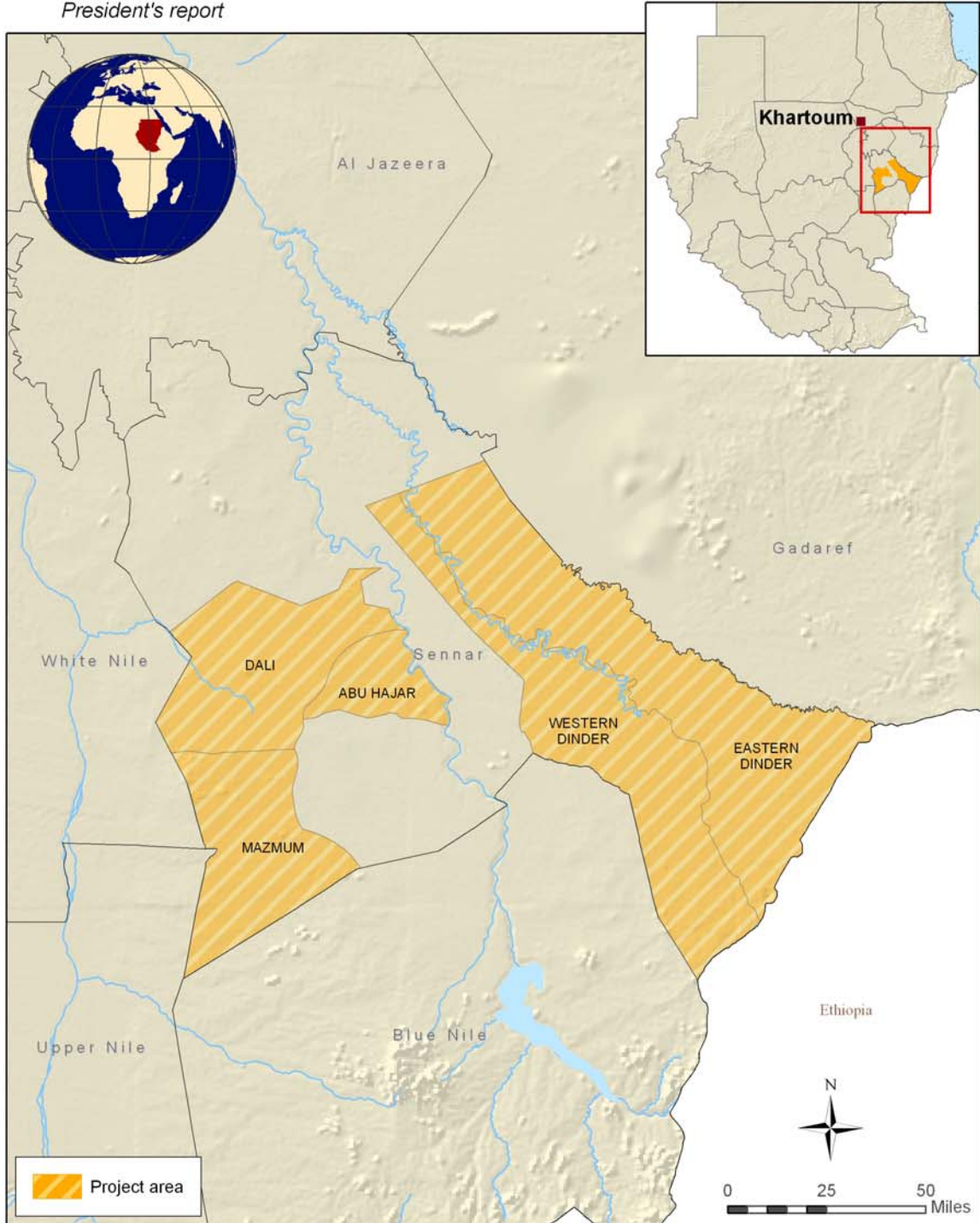
BGP	Bureau de gestion du projet
MARAI	Ministère de l'agriculture des ressources animales et de l'irrigation de l'État de Sennar

Carte de la zone du projet

Republic of The Sudan

Supporting Small-scale Traditional Rainfed Producers in Sinnar State Project

President's report



20-10-2010



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Soudan

Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Pays bénéficiaire du don:	République du Soudan
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de l'irrigation
Coût total du projet:	21,17 millions d'USD
Montant du don du FIDA:	8,875 millions de DTS (équivalent approximativement à 13,54 millions d'USD)
Contribution du pays bénéficiaire du don:	4,72 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,91 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don à la République du Soudan pour le Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Proposition de don à la République du Soudan pour le Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. Le projet fournit une réponse aux niveaux actuellement alarmants de la dégradation des terres. Ce phénomène représente actuellement la menace la plus grave qui pèse sur les moyens d'existence des petits exploitants et la paix sociale. Le projet propose un ensemble de techniques respectueuses de l'environnement destinées à accroître la productivité et à mobiliser des efforts concertés afin d'élaborer un cadre de réglementation du développement à la fois de la petite exploitation et de la grande agriculture tout en préservant l'environnement. L'État de Sennar offre un certain nombre de conditions propices à une bonne exécution de ce projet: i) un plan de développement stratégique qui attribue plus de 90% du budget au développement durable et à la réduction de la pauvreté et qui promeut la conservation des sols et des eaux comme principale technique appliquée en agriculture pluviale; ii) une complémentarité avec les investissements publics et d'autres initiatives financées par des donateurs; et iii) la claire intention de promulguer les lois nécessaires, 10 projets de loi étant en cours d'élaboration dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Soudan un don d'un montant de 8,875 millions de DTS (équivalant approximativement à 13,54 millions d'USD), pour contribuer au financement du Projet d'appui aux petites exploitations traditionnelles non irriguées dans l'État de Sennar.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour le Soudan au titre du SAFP est de 27,891 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP 2010-2012. Ce projet est le premier qui est présenté au titre de ce cycle.

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

4. Le projet est cohérent avec le plan de développement stratégique de l'État de Sennar pour la période 2007-2011, qui attribue plus de 90% du budget au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

5. L'endettement du Soudan atteignait environ 36 milliards d'USD à la fin de 2009, soit l'équivalent de 70% du PIB. Le Soudan est éligible à un financement à 100% sous forme de dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette du FIDA.

Flux de fonds

6. Les avances sur le produit du financement seront déposées sur un compte libellé en euros désigné à cet effet, ouvert pour les besoins du projet. Un compte de projet en monnaie locale sera également ouvert. Le compte désigné et le compte de projet seront gérés tous les deux par le directeur de projet et le directeur financier conformément aux procédures financières habituelles.

Modalités de supervision

7. Le FIDA supervisera le projet au moyen de missions annuelles de supervision, appuyées par un suivi ou, le cas échéant, par des missions thématiques spécifiques.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

8. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

9. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) audits annuels des comptes du projet et états financiers semestriels conformément aux normes internationales; ii) missions annuelles de supervision et examens fiduciaires trimestriels qui seront exécutés par l'équipe de pays du FIDA; et iii) contrat de résultats donnant satisfaction au Fonds, signé par le projet, les conducteurs de machines et les groupements de producteurs, définissant les obligations de chacune des parties. Les opérations d'achat devront être strictement conformes aux directives du FIDA relatives à la passation des marchés.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

10. Le projet portera sur 100 villages situés dans trois des sept provinces de l'État de Sennar – Dindir, Abu Hujar et Dali et Mazmoum – et ciblera principalement les trois groupes suivants: i) les petits exploitants cultivant moins de quatre hectares et possédant cinq petits ruminants ou moins; ii) les pasteurs sédentarisés dans les villages enregistrés des trois provinces ayant un accès limité à l'eau et au fourrage; et iii) les femmes sans ressources, déplacées il y a dix ans par suite de la guerre civile dans le sud du pays. Vingt mille ménages, dont 19 000 ménages de petits exploitants, 800 ménages de pasteurs et 200 ménages dirigés par des femmes rapatriées bénéficieront du projet.

Méthode de ciblage

11. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, la stratégie de ciblage de la pauvreté applique l'approche séquentielle suivante: i) une enquête portant sur tous les villages de la zone du projet et leur classement en fonction d'un ensemble de critères de pauvreté; ii) la sélection des 100 villages les plus pauvres par les comités provinciaux de coordination; iii) la cartographie de la pauvreté dans les villages sélectionnés à l'aide de l'outil de classement en fonction de la richesse; et iv) le contrôle du profil des bénéficiaires aux fins d'harmonisation avec la description du groupe cible. La stratégie d'intégration de l'égalité hommes-femmes du projet a pour but de permettre aux femmes d'accéder aux services de vulgarisation et de participer aux activités pertinentes de formation, de démonstration et d'application à plus grande échelle. Elle repose sur l'adaptation des solutions techniques proposées aux besoins des femmes, par l'introduction de techniques de gestion après récolte soutenant la diversification des revenus et l'allègement de la charge de travail des femmes.

Participation

12. Des comités villageois de développement assureront la liaison entre le projet et les communautés. Ils mobiliseront la communauté, aideront à l'organisation de groupements d'intérêt commun, évalueront les besoins en matière de conservation

des ressources naturelles, organiseront les travaux d'entretien des ouvrages de franchissement des oueds et suivront les activités du projet ainsi que ses effets sur la communauté et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires. La fonction centrale des groupements d'intérêt commun est d'organiser la participation de leurs membres à la phase de démonstration des paquets technologiques, de suivre les résultats de la démonstration afin d'adapter les paquets technologiques au cours de la campagne suivante, et de faciliter l'application à plus grande échelle dans leurs communautés des techniques qui auront fait leurs preuves.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

13. Le projet a pour but de réduire la pauvreté rurale et d'accroître la sécurité alimentaire et les revenus d'environ 20 000 ménages de la zone du projet. Son objectif est d'augmenter la productivité des cultures vivrières et de rente ainsi que des élevages de petits ruminants

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

14. Concernant les institutions, les trois principaux résultats suivants sont attendus du projet: i) amélioration de la qualité des services de vulgarisation grâce au renforcement des capacités des agents et à l'adoption de nouvelles procédures d'accès des petits exploitants aux techniques améliorées; ii) adaptation des services des compagnies d'assurances aux besoins des petits exploitants, ce qui aidera ceux-ci à surmonter leur aversion pour le risque; et iii) adoption par le gouvernement de l'État de Sennar d'une politique opérationnelle relative à l'utilisation des terres et à la gestion des ressources grâce à l'établissement de la carte de l'utilisation des terres et de l'investissement et à la promulgation du projet de loi sur la gestion durable des ressources naturelles.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

15. Le projet est cohérent avec les politiques du FIDA concernant: i) le ciblage; ii) l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière; et iii) le développement du secteur privé. En outre, il est aligné sur les trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques axé sur les résultats pour le Soudan.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

16. Le projet est aligné sur les initiatives soutenues par le gouvernement fédéral et par celui de l'État de Sennar et les complète, comme il est indiqué au paragraphe 4 ci-dessus.

Harmonisation avec les partenaires du développement

17. Le projet est complémentaire des interventions suivantes: i) le projet intégré de production animale et de commercialisation, financé par le gouvernement et le Fonds d'affectation spéciale multidonateur; ii) le projet du bassin versant du Nil oriental de l'Initiative du bassin du Nil; et iii) le Projet de relance de la production et de la commercialisation de la gomme arabique au Soudan, financé par le gouvernement, le Fonds d'affectation spéciale multidonateur et le FIDA.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

18. Le projet comprend les trois composantes suivantes: i) transfert de technologies; ii) accès aux marchés et gestion après récolte; et iii) renforcement des capacités et des institutions.

Catégories de dépenses

19. Il y a six catégories de dépenses: i) travaux de génie civil (10,3% du coût total du projet); ii) véhicules, matériel et fournitures (11,7%); iii) assistance technique,

études et formation (40,5%); iv) le fonds (11,5%); v) salaires et indemnités (19,6%); et vi) exploitation et entretien (6,4%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

20. Un bureau de gestion du projet (BGP) sera responsable de l'exécution. Le BGP sera créé par décret ministériel, en tant qu'organe autonome rendant compte au conseil d'administration du projet présidé par le Ministre de l'agriculture, des ressources animales et de l'irrigation de l'État de Sennar. Cinq équipes de vulgarisation exécuteront le travail de terrain dans les cinq circonscriptions administratives rurales des trois provinces. Les autres partenaires d'exécution sont les services techniques du Ministère de l'agriculture, des ressources animales et de l'irrigation (MARAI) et le Ministère de la planification physique et des travaux publics (MPPTP) de l'État de Sennar, les comités villageois de développement et les groupements d'intérêt commun.

Responsabilités en matière d'exécution

21. Le BGP sera responsable de l'exécution et de la gestion opérationnelle du projet. Le MARAI sera chargé de la supervision et il fournira une assistance stratégique et technique au BGP. Le MPPTP exécutera les levés topographiques des emplacements de franchissement des oueds, validera les travaux de conception, participera à la sélection d'entrepreneurs qualifiés, supervisera la construction des ouvrages de franchissement, procédera à la réception finale des travaux et dispensera une formation en entretien aux communautés. Les comités villageois de développement assureront la liaison entre le projet et les communautés, mobiliseront celles-ci, aideront à l'organisation de groupements d'intérêt commun, évalueront les besoins en matière de conservation de l'environnement, organiseront les travaux d'entretien des ouvrages de franchissement des oueds, et suivront les activités du projet et ses effets sur la communauté et les moyens d'existence des ménages bénéficiaires. Les groupements d'intérêt commun auront pour fonction principale d'organiser la participation de leurs membres à la phase de démonstration, de suivre les résultats de la démonstration afin d'adapter les paquets technologiques au cours de la campagne suivante et de faciliter l'application à plus grande échelle dans leurs communautés des techniques qui auront fait leurs preuves.

Rôle de l'assistance technique

22. La Société de recherche agricole sera le principal partenaire technique de l'exécution du projet et, à ce titre, elle sera chargée de: i) la formation et l'appui technique des cinq équipes de vulgarisation au cours de l'établissement, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des démonstrations sur le terrain; ii) produire des semences de qualité et former les équipes de vulgarisation et les agriculteurs à la multiplication des semences; et iii) mener des travaux de recherche adaptative sur les techniques de culture sans labour à l'intention des petits et gros exploitants.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet se monte à 21,17 millions d'USD sur sept ans. Les sources de financement sont le FIDA (64%), le Gouvernement soudanais (22,3%) et les bénéficiaires (13,7%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. Les principales sources d'avantages devraient être les suivantes: i) l'amélioration de la productivité de l'agriculture et de l'élevage ainsi que du taux d'abattage, accompagnée d'une importante amélioration du revenu, de la nutrition et de la sécurité alimentaire des ménages; ii) l'accès aux marchés et aux techniques de manutention après récolte; et iii) l'augmentation des revenus dérivant des activités génératrices de revenus, en particulier pour les femmes et les ménages pauvres.

Viabilité économique et financière

25. Le taux de rentabilité économique interne des investissements réalisés dans la zone du projet sur une durée de 20 ans est estimé à 15%. Le projet créera un revenu moyen annuel net de l'ordre de 2,4 millions d'USD, qui couvrira largement les charges d'exploitation et d'entretien, estimées à 1,5 million d'USD.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. Le projet contribuera à la gestion des savoirs par les voies suivantes: i) création de réseaux dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord et dans le Département gestion des programmes sur les techniques de conservation des sols et des eaux et la nutrition animale, et leur adoption par les petits exploitants; ii) création de réseaux dans le pays par le biais d'ateliers annuels d'exécution, de réunions de coordination des donateurs, de séminaires et d'ateliers; iii) création de réseaux régionaux de savoirs, notamment par l'intermédiaire du Réseau d'accès aux connaissances dans les zones rurales inter-connectées (KariaNet); et iv) réseaux de recherche régionale tels que le Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA), l'Office arabe pour les investissements et le développement agricoles (AAAID) et l'Organisation arabe de développement agricole (OADA), en sus du partenariat existant avec la Banque mondiale, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Innovations en matière de développement

27. Les principales nouveautés dans le contexte du projet pour le Soudan sont les suivantes: i) l'approche projet qui combine la démonstration et l'application à plus grande échelle; ii) la suppression des obstacles à l'établissement de liens de travail directs entre les conducteurs de machines et les groupements de petits exploitants; iii) l'adaptation de l'assurance récoltes aux besoins des petits paysans; et iv) l'essai du déstockage communautaire volontaire d'animaux sains mais faibles.

Approche d'élargissement

28. La conception du projet comprend des mesures destinées à faciliter la reproduction et la plus large adoption des paquets technologiques proposés par le projet, qu'il s'agisse du travail minimal du sol, de la conservation des sols et des eaux, de l'alimentation animale ou de la gestion après récolte, à savoir: i) la formation des agriculteurs qui pourront à leur tour former leurs pairs; ii) le renforcement des capacités des groupements d'intérêt commun dans les domaines de la technique et de la gestion, et la sous-traitance des services agricoles à des prestataires du secteur privé; iii) la fourniture par le secteur privé de services aux petits exploitants en temps utile, grâce à l'organisation, porteuse d'économies d'échelle; l'accès au crédit pour financer les travaux de préparation du sol, d'ensemencement et de désherbage; et l'accès à l'assurance pour atténuer l'aversion au risque lié à l'adoption de nouvelles techniques de production; et iv) la promulgation de lois en faveur de la base des ressources naturelles.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet est exposé aux quatre grands risques suivants: i) la fragmentation des politiques d'utilisation des terres et des règles de conservation et de gestion des ressources naturelles, qui ne sont pas appliquées; ii) les grandes sécheresses; iii) les capacités limitées de coordination et de gestion du MARAI, et le capital social réduit des communautés; et iv) le manque d'accès au crédit des agriculteurs pour financer l'adoption des paquets technologiques proposés. Le projet prévoit les mesures correctives suivantes: i) formulation d'un plan étatique d'utilisation des terres et d'investissement et adoption de projets de loi relatifs à la gestion durable des ressources naturelles; ii) renforcement de la capacité de résistance des ménages à la

sécheresse grâce aux paquets technologiques proposés par le projet; iii) important investissement dans le renforcement des capacités du personnel de vulgarisation et des producteurs et fourniture d'un appui technique par la Société de recherche agricole; et iv) négociation de produits de crédit appropriés avec les banques.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

31. Pour les raisons suivantes, le projet a de fortes chances d'être durable:
- i) il permettra l'établissement de liens de travail entre les producteurs et les conducteurs de machines agricoles, supprimant ainsi les obstacles à l'accès des agriculteurs en temps utile aux services de préparation du sol, grâce à l'organisation des producteurs et à leur formation à la sous-traitance et au contrôle du travail des conducteurs de machines ainsi qu'à l'accès des producteurs au crédit nécessaire pour financer ces services;
 - ii) il facilitera l'accès des producteurs aux services d'assurance pour atténuer leur aversion au risque lié à l'adoption de nouvelles technologies;
 - iii) il investira dans le renforcement des capacités des agents de vulgarisation en matière de logistique, d'organisation du travail et de compétences, tout en contrôlant le recouvrement des dépenses relatives aux services de vulgarisation; et
 - iv) il contribuera à la régulation de l'expansion de la mécanisation et au respect de normes de gestion durable des ressources naturelles propres à préserver la base de production des petits exploitants, grâce à la carte de l'utilisation des terres et de l'investissement et aux lois sur la gestion des ressources naturelles.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la République du Soudan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti au pays bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La République du Soudan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Soudan un don d'un montant équivalant à huit millions huit cent soixante-quinze mille droits de tirage spéciaux (8 875 000 DTS) et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Supporting Small-scale Traditional Rainfed Producers in Sinnar State Project "

(Negotiations concluded on 2 December 2010)

Grant Number: _____

Project Title: Support to Small-Scale Traditional Rainfed Producers in Sinnar State (SUSTAIN)(the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

the Republic of the Sudan (the "Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Grant to the Recipient (the "Financing"), which the Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Grant is SDR 8 875 000.
2. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
3. There shall be a Project Account for the benefit of the Project Management Office in the Central Bank of Sudan or a commercial bank acceptable to the Fund.
4. In accordance with Section 4.04(d) of the General Conditions, amounts withdrawn by the Recipient in advance shall be held in an account designated for that purpose in a bank acceptable to the Fund.
5. The Recipient shall provide counterpart financing for the Project/Programme in the amount equivalent of USD 4.72 million.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Animal Wealth and Irrigation in the State of Sinnar.
2. The following are designated as additional Project Parties the Federal Ministry of Finance and National Economy, the Federal Ministry of Agriculture, the Federal Ministry of Animal Resources and Fisheries and the State Ministry of Physical Planning and Public Utilities in the State of Sinnar.
3. The Project Completion Date shall be the seventh anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for
Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Minister
Ministry of Finance and
National Economy
P.O. Box 700
Khartoum, Sudan

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Recipient.

For the Fund

For the Recipient

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project area and target population:** The Project area covers the localities of Dinder, Abu Hujar and Dali & Mazmoum in Sinnar State. The Project shall cover 100 villages distributed over the three localities. The Project shall target principally three groups with the following socio-economic profile: (i) smallholders who cultivate 9 feddans or less and own about five small ruminants or less and are thus not able to meet basic food and non food requirements; (ii) settled pastoralists in registered villages in the three localities who cultivate a smaller area but raise a larger number of animals and who are constrained in their access to water and fodder; (iii) destitute displaced women in Mazmoum area and currently living on welfare assistance.
2. **Project goal and objective:** The Project goal shall be to reduce rural poverty, increase food security, and incomes of about 20 000 households in the project area. Its objective shall be to increase productivity of staple and cash crops as well as small ruminants for approximately 20 000 households.
3. **Project components and activities:** The Project shall have three main components, as follows.
 - (a) **Technology Transfer Component**, which shall address productivity constraints for crops and livestock; its main expected outcome is that at least 60% of the participating households adopt minimum tillage, soil and water conservation and livestock nutrition packages. Contracts with private machinery operators will be a key instrument to deliver timely land preparation services to producers groups. To this end, the Project Management Office shall develop performance based contracts satisfactory to the Fund, that will be signed between the Project, the machinery operators and the producers' groups, setting forth the obligations of each.
 - (b) **Market Access and Post-Harvest Management Component**, which shall tackle issues related to physical market accessibility and post-harvest handling techniques; its expected outcome is that at least 80% of the participating households' access to markets is improved. The main activity shall be the construction of crossings and training communities on maintaining them. The Project will monitor the effectiveness of the community maintenance of the crossings.
 - (c) **Capacity Building and Institution Strengthening Component**, which shall support the establishment of appropriate arrangements for building the capacity of producers to adopt environment-friendly production techniques, promulgation of laws favouring sustainable use of land and water resources, and the establishment of an efficient project management set-up. The main expected outcome of this component is that the social cohesion of the participating communities is improved. There shall be two main activities in this component (i) the establishment of the Project Management Office; and (ii) the equipment of extension teams in terms of logistics and training.

II. Implementation Arrangements

4. Inter-Ministerial Committee (IMC). Its role and functions shall primarily be to review and approve policy recommendations emanating from the Project Board of Directors pertaining to natural resources management especially those related to land use and to policy issues inhibiting adoption of technology transfer and investment in agriculture. The Federal Minister of Agriculture or his representative shall chair this committee; the membership in this committee shall include the representative of the Ministry of Finance and National Economy, Ministry of Environment and Forests, Ministry of Irrigation and Water Resources, Ministry of Animal Resources, the State Ministries of Agriculture and, where IFAD co-financed projects are on-going, the Central Coordination Unit for IFAD co-financed projects. The chairperson of the committee may invite any other party in function of the policy issue under discussion. The committee shall meet at least twice a year.

5. Project Board of Directors. Project implementation shall be steered by a Board of Directors (BD) representing the key decision-making entities of the Project. The BD shall be established through a Governor Decree. The membership of BD shall include:

- The State Minister of Agriculture, Animal Wealth and Irrigation, chairperson
- The Director General of the Ministry of Agriculture, Animal Wealth and Irrigation, member
- Head of the department for rain-fed agriculture, member
- Head of the department for livestock production and health, member
- Head of the department for range, member
- Head of the department for horticulture, member
- Head of the department for technology transfer and extension, member
- Head of the department of forestry, member
- Director General of the MPPPU or his/her representative, member
- Director General of the State Ministry of Finance or his/ her representative, member
- Representative of the Federal Ministry of Agriculture, member
- Project Manager, secretary.

The composition of the BD may be changed with the agreement of the Fund and the Recipient.

6. The BD shall be responsible for and accountable to the Ministry of Finance and National Economy, the Ministry of Agriculture and IFAD for guiding Project execution under the principle of good governance, equity, efficiency and sustainability. The main functions of the BD shall be to review and approve the AWPB, progress and audit reports, resolve conflicts, review policy and strategy proposals before submission to the inter-ministerial committee for approval. The BD shall conduct hearings and consultations with different stakeholders as needed. BD shall meet quarterly and may convene extraordinary meetings as may be needed. The BD shall be established through a decree from the State Wali (Governor).

7. The **Project Management Office (PMO)** shall be established at the State Ministry of Agriculture Animal Wealth and Irrigation in Sinja. The PMO shall be established by a decree from the State Minister of Agriculture, Animal Wealth and Irrigation. It shall coordinate and monitor the physical implementation of project interventions and shall be composed of the following sub-units: (i) Administration and Finance; (ii) Technical

support and M&E; (iii) Capacity building support; (iv) Policy support; and (v) five field units located at the rural administrative unit (RAU) in Dali, Mazmoum, Abu Hujar , Dinder East and Dinder West. The Project Management Office will have financial and administrative autonomy.

8. **Staffing.** The Project staff will be composed of: Project Manager, Financial Manager, Monitoring and Evaluation officer, Community Development and Capacity Building officer, Senior Policy officer; and thirty eight extension agents to be deployed from the staff of the state Ministry of Agriculture to the RAU level based on implementation progress. The composition of the Project staff may be changed from time to time by agreement between the Fund and the Recipient. All Project staff shall be recruited or deployed on a competitive basis. The recruitment of the Project Management Office staff shall be submitted to IFAD for no objection. Project Management Office staff contracts shall be reviewed annually and their continuation decided based on satisfactory performance. Termination or modification of contracts or assignments shall be submitted to IFAD for no objection.

9. The Project Management Office shall report directly to the BD and will be responsible for operational management of the Project including:

- Contracting with the private sector and other parties;
- Coordinating and monitoring the implementation of the Project;
- Timely management of the preparation and consolidation process of annual work plans and budgets (AWPBs);
- Preparation of monthly, semi-annual and annual progress reports; these should include financial statements, as well as physical implementation and RIMS tables;
- Commissioning internal and external audit, and the preparation of thematic assessment studies and the project completion report.

10. At the field level, the extension staff shall play a key role in Project implementation. They shall be organized into five teams; each team composed of a multi-disciplinary extension team with the following specializations: (a) team leader cumulating M&E responsibilities; (b) crop production; (c) range management/forest management; (d) livestock production; (e) community development and capacity building; and (f) accountant clerk. Each team shall be deployed at the Rural Administrative Unit (RAU) level and will be responsible for a group of villages according to the AWPB. The composition of the extension teams may be adjusted by agreement between the Fund and the Recipient.

11. Four **Coordination Committees** shall be established, one at State level and one in each of the three localities. The State and Locality Coordination Committees shall serve as fora to raise and discuss issues relating to the project implementation and of relevance to their constituencies. The Committees will propose specific actions to resolve these issues, improve project implementation and let synergies emerge with other projects/ activities at locality and State level. The Committees will play an important role in lobbying for promulgation of laws for sustainable management of natural resources.

12. Membership in the **State Coordination Committee** (SCC) shall be open to representatives from the Ministry of Agriculture, Animal Wealth and Irrigation, the Forestry National Corporation, the Agriculture Research Corporation, the Executive Directors of the three localities, the Women's Union, the Pastoralists' Union, the Farmers' Union, the State Ministry of Physical Planning and Public Works, the Women State Advisory Commission, the Agriculture Committee in the Parliament, the Wildlife Department of the Ministry of Interior (managing the Dinder Natural Park), the Zakat Fund, the banks, and the private machinery operators. The composition of the SCC may

be adjusted by agreement between the Fund and the Recipient. The SCC shall meet bi-annually. The Project Manager shall prepare meeting agendas and minutes of the meetings and submit them promptly to the BD. The Project Manager shall chair the State Coordination Committee.

13. The **Locality Coordination Committee (LCC)** shall be chaired by the executive director of each locality. Members in the committee shall include the Director of the Agriculture Department, representatives of the Women's Union, Pastoralists' Union, Farmers Union, the Women's Advisory Commission at locality level, as well as two representatives (a man and a woman) from the village development committees participating in Project activities. The composition of the committees may vary by agreement between the Fund and the Recipient. The extension Team Leader shall act as secretary of this committee; s/he shall prepare the meetings' agenda and the minutes and submit a brief report to the Project Manager. The main functions of these committees shall include: review of the village database, village selection and phasing, approval of the AWPB/monthly and quarterly project progress reports prepared by the RAU extension team, discussion of project implementation, raising the concerns of their constituencies and conflict resolution. The commissioners, who are members in the State Coordination Committee, shall be responsible to submit unresolved matters for consideration by the SCC.

14. **Annual Work Plan and Budget (AWPB).** Each village development committee participating in the project shall submit its AWPB to the rural extension team at rural administrative unit level who will then consolidate these AWPBs into a RAU annual work plan and budget. The rural extension team shall submit the RAU annual work plan and budget to the locality coordination committee for review and approval at the latest in July of each year. Once approved, the RAU level extension team shall submit it to the PMO for consolidation at project level. The PMO shall submit the AWPB to the BD for discussion and approval no later than September of each year. Once approved, the PMO will submit the AWPB to IFAD for no objection no later than November of each year. The BD shall adopt the AWPB substantially in the form approved by the Fund.

15. **Project Implementation Manual (PIM).** The Project Management Office shall develop a draft Project Implementation Manual that will be submitted to the Board of Directors for review and approval. Once approved, the Project Management Office shall submit the PIM to the Fund for no objection. The Board of Directors shall adopt the PIM substantially in the form approved by the Fund. The PIM shall be finalized by December 2011.

16. **Monitoring.** The Project Management Office shall establish a Monitoring and Evaluation (M&E) system that will generate quantitative, verifiable information on the Project's performance in a form that will assist the Project Management Office and field units in planning and financing their activities, comparing physical progress against the planned targets and allowing timely remedial action to be taken to correct encountered problems during implementation. The M&E system shall include the first level, second level and impact indicators on which mandatory annual reporting is required as per the guidelines of the Results and Impact Measurement System. The M&E-generated information will contribute to facilitating the workflow and quality of the decision making by providing the means of focusing on implementation problems and ensuring effective communication and co-ordination between the implementing agencies. The M&E system of the Project shall be fully operational by December 2011.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Grant and the allocation of the amounts of the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	% of eligible expenditure to be financed
I. Civil works	1 100 000	100% net of taxes
II. Vehicles, equipment & materials	860 000	100% net of taxes and beneficiaries contribution
III. Technical assistance, studies and training	3 000 000	100% net of taxes and beneficiaries contribution
IV. Fund	900 000	100% net of taxes and beneficiaries contribution
V. Salaries and allowances	1 550 000	100% net of taxes and government contribution
VI. Operations and Maintenance	570 000	100% net of taxes and beneficiaries contribution
Unallocated	895 000	
TOTAL	8 875 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Civil works” means the construction or rehabilitation of buildings and crossings that achieve the project objectives, inclusive of the costs of design and supervision.

“Vehicles, equipment and materials” means vehicles and other inputs required for the agricultural demonstrations and scaling up of the technological packages.

“Technical assistance, studies and training”: means demonstrations with farmers’ groups, all short and long term consultancies with private and public entities or with individuals to support farmers’ groups, as well as training delivered at community level, locality, state, national or international levels and studies.

“Fund” means grants under the community environment conservation fund and the cost of insurance premium during the scaling up of the technological packages.

“Salaries and allowances” means the salaries of the PMO staff, inclusive of social and other allowances; PMO staff field allowances, and the salary top up and field allowances of the rural extension teams.

“Operations and Maintenance” means the operation and maintenance costs of the vehicles, equipment and offices of the PMO and the rural extension units, as well as the meeting allowances for the project board of directors, the state coordination committees and the locality coordination committees.

2. *Start-up Costs.* Withdrawals may be made for expenditures for start-up costs in Category III incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal up to an aggregate amount of USD 50 000 under Category III.

Key reference documents

Country reference documents

Comprehensive Peace Agreement (CPA) between the government of Sudan and The Sudan People Liberalisation Movement, 2004

The Agricultural Revival Programme, April 2008

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files of the Supporting the Traditional Small-scale rainfed Producers in Sinnar State, September 2010

Sudan Country Programme Evaluation, OE, 2008

Result-Based COSOP for Sudan, April 2009

Sudan, Butana Integrated Rural Development Project, Project Appraisal report, 2006

Sudan, North Kordofan Rural Development Project, Project Completion Report, 2008

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Case Study for Sudan, Empowering Rural Poor in a volatile Policy Context, IFAD/IFPRI, 2005

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Monitoring instruments	Assumptions(A) /Risks (R)
<p>Goal: Reduce rural poverty, increase food security and income for about 20,000 small-scale traditional rain-fed agro-pastoralist households in Sinnar State.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Prevalence of malnutrition in children under the age of five years reduced by 10% (from 29%to 26%) 8000 women and 6000 men with improved food security (length of hunger period) 8000 women and 6600 men with increased income (USD 800/ capita) 20 000 households with improved asset ownership (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> RIMS Baseline survey and impact survey. Annual impact assessments (data disaggregated by gender and returnees); RIMS Anthropometric survey and UNICEF periodic surveys Official government statistical yearbooks; censuses, 	<ul style="list-style-type: none"> Land use policies adopted and enforced (A); Stable internal security (A); The targeting strategy is transparent and appropriate incentives are properly packaged (A);
<p>Project Development Objective: Increase productivity of staple and cash crops and small ruminants for about 20,000 households.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Average increase in overall yields of major staple food crops (20% for food crops and up to 160% for cash crops) 10% increase in meat production in the project area 25% decrease in post-harvest crop losses realised by the project 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline survey, mid-term and completion assessments Ministry of Agriculture crop cutting surveys Thematic studies and household surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Bill for sustainable NRM in place (A) Availability of private sector Access to loans for investing in improved agricultural implements(A)
<p>Outcome 1: Minimum tillage, soil and water conservation and livestock nutrition technologies successfully adopted</p> <ul style="list-style-type: none"> HH familiarised with minimum tillage and livestock nutrition technology packages. 	<ul style="list-style-type: none"> Land under improved agricultural practices will reach 13500 feddans (5700 Ha) by year 4 and 45500 feddan (19000 ha) by year 7 28 000 fed or 11 760 Ha of on-field demonstrations completed 	<ul style="list-style-type: none"> Annual impact assessment surveys Midterm evaluation and completion reports 	<ul style="list-style-type: none"> Availability of right implements for minimum tillage operations Reduced use of the wide level disc among smallholders (A) Crop rotation includes fodder crop.
<p>Outcome 2: The social cohesiveness of the participating communities has improved.</p> <ul style="list-style-type: none"> Village development committees and local institutions strengthened. Communities receive regular training and technical support from extension agents. An enabling environment for sustainable management of land and water is developed at State level. 	<ul style="list-style-type: none"> 200 Interest Groups functional 100 village development committees (VDCs) established and registered 26 600 VDC members trained (30% women) 5 field extension units rehabilitated Land Use & Investment Plan formulated in year 5 Law for sustainable NRM drafted, approved and promulgated in year 5 	<ul style="list-style-type: none"> Annual impact assessments Midterm evaluation and completion reports Records of the common interest groups Minutes of VDC meetings Extension staff monthly reports Extension team leaders' follow up reports 	<ul style="list-style-type: none"> Government will deploy and maintain the extension staff in the field units, provide logistic support and incentives Contractual arrangement with beneficiaries and private sector for remuneration of extension teams
<p>Outcome 3: Market access improved</p> <ul style="list-style-type: none"> Market access infrastructure established Post harvest management facilities provided. 	<ul style="list-style-type: none"> Access to market and social services established for at least 80% of the participating villages in the rainy season 50% decrease in cost of transportation to markets 100 villages participating in the operation and maintenance of the crossings and pipe culvert 2300 women market at least 50% of their home garden produce after processing it. 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline survey, mid-term and completion assessments Annual impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> Operation and maintenance arrangement of the crossing and pipe culverts is maintained after project completion